



● MÉMORANDUM

A la mémoire du discours indélébile de Messali Hadj, le 02 août 1936 au stade d'Alger

(P16)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE :

" Nous avons enregistré de nombreuses transgressions, et nous sommes là, pour développer et restaurer la confiance "



Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a révélé dans une interview exclusive à Ennahar TV, avec franchise quelques secrets importants de son secteur tout en mettant en lumière les grands défis auxquels est confronté le secteur de l'énergie dans notre pays.

(Lire en Page 3)

● CONSEIL DES MINISTRES :

Rendre opérationnel le fonds spécial dédié aux start-up

Véhicules neufs: Bientôt un nouveau cahier des charges

Texte intégral du communiqué de la Présidence de la République

(Lire en Pages 4 et 5)

● PRÉSIDENTE :

Le Président Tebboune reçoit le ministre espagnol de l'Intérieur

(P16)



NAPEC
North Africa
Petroleum Exhibition & Conference

NAPEC 2021

10th NORTH AFRICA PETROLEUM EXHIBITION & CONFERENCE

15th-18th March 2021

at Oran International Convention Center, Algeria



NAPEC est le plus grand salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée

30000
Attendees

680
Exhibitors

135
Speakers

16000
Exhibition Space

1500
Delegates

50
Countries

+213 550 496 061 +213 770 610 861
pic@napec-dz.com contact@napec-dz.com
www.napec-dz.com

LE MAGHREB du 11 Août 2020

L'Algérie envoie via son armée de l'air une aide alimentaire de 31 tonnes aux réfugiés sahraouis



Dans le cadre des actions de solidarité suscitées par la pandémie de Covid-19, l'Algérie a décidé d'une aide alimentaire de 31 tonnes au profit des réfugiés sahraouis des camps de Tindouf, dans le sud-ouest du pays, informe une note du ministère de la Défense. L'aide a été acheminée par un Il-76 de l'armée de l'air. Un transporteur stratégique Il-76 de l'armée de l'air algérienne a acheminé samedi 8 août une aide alimentaire au profit des réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf, dans le sud-ouest du pays, indique un communiqué du ministère de la Défense publié sur sa page Facebook. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 et en guise de solidarité envers "les pays frères et amis", "un avion militaire chargé d'une cargaison d'aides humanitaires au profit du peuple sahraoui a décollé [...] le 08 août 2020 depuis la base aérienne de Boufarik à destination de la base aérienne de déploiement à Tindouf", annonce la note du ministère. L'aide humanitaire, composée de 31 tonnes de denrées alimentaires et de matériels médicaux, a été fournie par "le Croissant rouge algérien et la Direction centrale des services de Santé militaire du ministère de la Défense nationale", précise le document. Fin avril, le Croissant rouge algérien avait déjà envoyé depuis la base aérienne de Boufarik une cargaison de 304 tonnes de denrées alimentaires et 263.100 unités de produits pharmaceutiques (bavettes, gants médicaux, gel hydroalcoolique) au profit des camps des réfugiés sahraouis de Tindouf.

Crash en direct d'un avion russe en pleine voltige aérienne

Un avion léger s'est écrasé le 9 août dans la région de Kalouga, en Russie, directement après une figure de voltige aérienne. Le pilote est décédé. Une procédure pénale a été ouverte pour "Violation des règles de sécurité des aéronefs". Le Comité d'enquête de Russie a publié une vidéo montrant l'accident d'un avion léger dans la région de Kalouga. Le crash s'est produit le 9 août alors que le pilote effectuait un tonneau en voltige aérienne au cours duquel il n'a pas réussi à contrôler l'engin et s'est écrasé, comme le précise le Comité d'enquête. Il est décédé. Les enquêteurs ont indiqué qu'une procédure pénale avait été ouverte pour "Violation des règles de sécurité des aéronefs".



Quelques conseils pour améliorer le fonctionnement des smartphones

Pour ne pas ralentir son smartphone il est recommandé d'effacer régulièrement le cache, de désactiver les mises à jour des applications et l'accès permanent à la géolocalisation ainsi qu'au Wi-Fi, a indiqué à l'agence Prime le directeur de l'Institut des technologies de l'information de l'Université Synergie. Il faut effacer régulièrement le cache et désactiver les mises à jour automatiques pour accélérer le fonctionnement d'un smartphone, a déclaré dans une interview accordée à l'agence d'information économique Prime Stanislav Kossarev, directeur de l'Institut des technologies de l'information de l'Université Synergie. Il a indiqué que le plus souvent c'était le cache, dans lequel les données des applications sont stockées, qui ralentissait le fonctionnement des téléphones. Selon lui, il faut vider régulièrement la corbeille manuellement ou télécharger un programme spécial. Il a souligné que les cartes mémoires anciennes ou de mauvaise qualité pouvaient également affecter considérablement la rapidité d'un téléphone. En outre, M.Kossarev a conseillé de désactiver les mises à jour automatiques des applications, car la fonction de démarrage affecte le fonctionnement des téléphones. De plus, optimiser un smartphone peut passer par désactiver l'accès permanent à la géolocalisation et la connexion automatique au Wi-Fi. M.Kossarev a également souligné l'importance d'utiliser le mode d'économie d'énergie.



Il décroche le jackpot au loto et veut en dépenser une partie pour une pierre tombale

Après avoir acheté un billet pour 20 rands (environ un euro) à la loterie, un Sud-Africain a eu la surprise de découvrir le 29 juillet qu'il avait remporté le jackpot de 37,9 millions de rands (environ 1,8 million d'euros). Il veut dépenser tout d'abord une partie de son gain pour une pierre tombale destinée à son père. Un habitant de la province du Gauteng en Afrique du Sud a décroché le 29 juillet une grosse somme au loto et a décidé d'en dépenser une partie pour une pierre tombale, rapporte le site d'information TimesLIVE. Il avait acheté un billet pour 20 rands (environ un euro) et en a gagné 37,9 millions (environ 1,8 million d'euros). "J'ai dormi avec le billet sous mon oreiller pendant deux nuits et je me suis réveillé toutes les heures pour vérifier si effectivement (...) je ne rêvais pas", confie-t-il au site. Il envisage de garder cela secret. "Je n'ai l'intention d'en parler à aucun membre de ma famille, y compris à ma mère. J'ai peur que si je lui dis elle puisse s'exciter et en parler à sa meilleure amie par erreur [qui le dira aux autres, ndr] et cela pourrait me causer des problèmes indésirables et compromettre ma sécurité", explique-t-il.



"Expropriation illégale": la Russie s'insurge contre le refus de Londres de restituer son or au Venezuela

La Haute cour de Londres a récemment refusé de restituer au Venezuela son or envoyé en Angleterre pour y être stocké. Le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité de la Russie a déclaré à Sputnik qu'il s'agissait d'une expropriation non légale car la justice britannique a reconnu l'opposant Juan Guaido comme "Président par intérim" du Venezuela. Le Royaume-Uni a exproprié 30 tonnes d'or vénézuélien pour une valeur totale d'un milliard de dollars (environ 850 millions d'euros). Il lui avait été envoyé pour stockage, a déclaré dans une interview à Sputnik Alexander Venediktov, secrétaire adjoint du Conseil de sécurité de la Russie. Auparavant, la justice britannique avait déclaré que Juan Guaido était le

Président par intérim du Venezuela. La Banque centrale du Venezuela et celle d'Angleterre s'affrontent dans une affaire visant à définir laquelle des deux peut disposer de l'or, d'une valeur de 850 millions d'euros, en dépôt au Royaume-Uni. La Haute cour de justice de Londres a refusé sa restitution. "Caracas a maintenant besoin de cet argent pour faire face à la pandémie. Mais la Haute cour de Londres déclare M.Guaido chef légitime de l'État et le refuse aux Vénézuéliens", a indiqué M.Venediktov. "En fait, c'est une expropriation illégale. Comment comprendre une telle étape? Les banques seront-elles désormais considérées comme une source de légitimité? On ne le voudrait pas", a-t-il ajouté.



LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE :

" Nous avons enregistré de nombreuses transgressions, et nous sommes là, pour développer et restaurer la confiance "

PAR : SAÏD B.

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a révélé dans une interview exclusive à Ennahar TV, avec franchise quelques secrets importants de son secteur tout en mettant en lumière les grands défis auxquels est confronté le secteur de l'énergie dans notre pays.

Au cours de l'émission "52 minutes d'économie", le ministre de l'Énergie a déclaré que les investisseurs étrangers se sont félicités du contenu de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, indiquant que les textes appliqués étaient censés être présents avec la loi, ajoutant que "l'instabilité et les changements des fonctionnaires au sein de la direction ont provoqué le retard dans la publication des textes d'applications et qu'un comité a été chargé de préparer ces 48 textes d'application pour accompagner la loi sur les hydrocarbures. Dans le même contexte, le ministre Attar s'est engagé à travailler à la publication de 15 textes d'application de la loi d'ici fin août, soulignant que les nouveaux textes les plus importants contribueront à donner un signal positif aux entreprises étrangères, et que tous les experts algériens et étrangers seront consultés sur les textes appliqués qui seront prêts avant la fin de l'année en cours.

L'ÉVALUATION DE SONATRACH NE VISE PAS LA VENGEANCE OU LE RÉGLEMENT DES COMPTES

A propos du géant pétrolier Sonatrach, le ministre Attar a longuement évoqué le lancement du premier appel d'offres international début 2021, ainsi que le lancement de campagnes avec des sociétés étrangères pour développer l'exploration et augmenter la production et les réserves, soulignant que la stratégie Sonatrach 2030 contient des recommandations positives qui doivent être appliquées sur le terrain. Evoquant le cas de la Sonatrach, le ministre a indiqué: "Il existe une institution nationale qui entreprend un audit complet du fonctionnement de ce groupement pétrolier, car nous devons travailler pour restaurer la stabilité et la confiance au sein de ce complexe", soulignant que cette évaluation ne vise pas à se venger ou à régler des comptes, mais plutôt à développer le modèle de gestion et à faire avancer Sonatrach. Dans son discours, il a souligné que le



complexe pétrolier était contraint de revoir et de réduire les prix du gaz pour ses clients afin de préserver ses marchés, et il a également modifié sa stratégie de contrats de commercialisation en 10 ans au plus tard en fonction de l'évolution des marchés gaziers dans le monde, la Sonatrach étant fortement affectée par la concurrence avec le Qatar et la Russie dans les années 2019 et 2020.

ON EST CONFRONTÉ À UNE CONCURRENCE FÉROCE QUI A NUI À NOS EXPORTATIONS DE GAZ

Le ministre Attar a attribué ce recul à la concurrence féroce à laquelle la Sonatrach est confrontée, notamment avec le Qatar et la Russie, outre le fait que les gisements de gaz ne produisent pas suffisamment pour permettre la récupération de tous les gisements, d'autant qu'une cinquantaine de gisements entre pétrole et gaz nouvellement découverts ont des rendements faibles. Le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le développement et l'exploitation des différentes découvertes faites par Sonatrach et ses partenaires dans la dernière période.

Attar a lié l'augmentation de la production de gaz à l'inévitabilité d'améliorer la production des champs existants et d'augmenter le taux de valorisation en citant l'exemple du taux de valorisation à Hassi Messaoud à 27%.

Bien que la sécurité énergétique de notre pays soit garantie jusqu'en 2040, selon le ministre Attar, les exportations de gaz entre 2025 et 2030 passeront de 26 à 30 milliards de mètres cubes tout au plus - indique le premier responsable du secteur énergétique en Algérie - indiquant que la priorité sera pour le marché intérieur, à partir de 2025.

D'autre part et concernant les usines de dessalement d'eau de mer, le ministre de l'Énergie a indiqué que c'est l'État qui a rendu obligatoire pour la Sonatrach d'investir dans des usines de dessalement, même si le Groupement qu'il n'a aucun lien avec le dessalement et le sport, et qu'il possède actuellement 11 stations d'épuration. Ce qui fournit aux Algériens environ 17% d'eau potable produite par les stations d'épuration d'eau de mer du complexe Sonatrach, malgré le fait que la nature du partenariat entre ces dernières et

certaines sociétés étrangères est désastreuse et a causé à l'Algérie des pertes très importantes.

DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

D'autre part et en réponse à une question liée à la hausse des prix de l'électricité et du gaz, le premier responsable du secteur de l'énergie a déclaré que "le dossier de la hausse des prix de l'électricité et du gaz pour les grandes entreprises est prêt et sera bientôt présenté au gouvernement et que ces augmentations seront progressives pour les cimenteries et les hôtels 5 étoiles" et autres grandes entreprises. En ce qui concerne les exportations de gaz de l'Algérie en 2019, le ministre Attar a passé en revue les chiffres les plus importants en déclarant: "Les exportations de gaz ont atteint 45 milliards de mètres cubes en 2019, alors qu'elles ont atteint environ 22 milliards de mètres cubes au cours des six premiers de l'année en cours", tandis que la production de gaz de l'Algérie a atteint en 2019 environ 95 milliards de mètres cubes, soit le même nombre que le même qu'on attendrait pour l'année 2020, et la production réelle de gaz algérien a atteint 130 milliards de mètres cubes, dont 95 milliards de mètres cubes sont commercialisés en interne et en externe et le reste est récupéré a précisé le ministre de l'Énergie.

De plus, le ministre du secteur a souligné que "l'Algérie peut exporter environ 52 milliards de mètres cubes de gaz par an, et la production de gaz diminuera à partir de 2025, en tenant compte du marché intérieur comme une priorité", révélant que les réserves de l'Algérie proviennent du gaz naturel qui est estimé à plus de 2 500 milliards de mètres cubes. Et nous sommes assurés que "la sécurité énergétique de notre pays est garantie jusqu'en 2040" affirme le ministre de l'Énergie.

LA POSSIBILITÉ D'EXPLOITER LE GAZ DE SCHISTE À MOYEN TERME EST EXCLUE

Concernant le gaz de schiste, le ministre Attar a expliqué les données de cette richesse en déclarant: "Les réserves de gaz de schiste sont estimées à environ 22 mille milliards de mètres cubes sous terre, et Sonatrach et l'Agence pétrolière continuent

d'étudier le gaz de schiste." Cependant, Attar a exclu la possibilité d'exploiter le gaz de schiste à moyen terme. Cela s'explique par plusieurs raisons, notamment le coût élevé de l'investissement et le rendement négligeable du puits de gaz de schiste: le forage d'un puits depuis l'offshore coûte plus de 50 millions de dollars et atteint même 80 millions de dollars. En ce qui concerne la pétrochimie, le ministre Attar a attribué le retard dans ce domaine vital à tout le monde. "Chacun porte la responsabilité du retard dans le domaine de la pétrochimie. Nous n'avons pas pu préserver ce domaine en raison de la lenteur de la décision et de la bureaucratie." Il a ajouté: "Nous importons de grandes quantités de matières pétrochimiques, qui sont très faciles à produire dans notre pays. Le ministre du secteur de l'énergie est allé plus loin en déclarant: "Nous avons enregistré de nombreuses violations dans ce domaine, en particulier

dans l'usine pétrochimique de la wilaya de Skikda." Le même ministre a également évoqué le dossier de la raffinerie d'Augusta, affirmant qu'il est entre les mains de la Justice qui révélerait toutes les choses cachées.

Le ministre Abdelmadjid Attar a conclu son entretien à Ennahar TV en parlant de l'OPEP, en soulignant: "Les choses sont positives et bonnes à l'intérieur de l'OPEP et de l'OPEP+ et je suis en contact permanent avec les ministres des États membres et à ceux à l'extérieur pour coordonner et travailler au respect des obligations de réduction pour maintenir la stabilité des prix". Il y a des indications ou des propositions pour augmenter les quantités de réduction convenues, même si cela est volontaire par certains pays", saluant cette décision de réduction qui a sauvé les prix du pétrole d'une terrible chute a estimé " le ministre de l'Énergie.

S.B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Energie: une feuille de route du secteur en cours d'élaboration pour la relance économique

Une feuille de route du secteur de l'énergie est en cours d'élaboration dans le cadre de la relance économique du pays dont l'une des priorités sera l'accélération de la mise en œuvre des textes d'application de la Loi sur les hydrocarbures, a indiqué jeudi à Alger le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar. Lors d'une réunion présidée par le ministre de l'Énergie avec les hauts cadres du secteur, en présence du ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour, M. Attar a fait savoir que dans le cadre de la relance économique du pays, une feuille de route est en cours d'élaboration sous la direction d'un groupe de travail piloté par le ministère de l'Énergie et comprenant un représentant de chaque organisme et entreprise du secteur. Selon le ministre de l'Énergie, cette feuille de route qui sera soumise au gouvernement, comprendra des actions avec des délais précis dont un compte-rendu mensuel de mise en œuvre sera également transmis au gouvernement. Cette feuille de route comprendra la finalisation des textes d'application de la Loi sur les hydrocarbures. "Sonatrach ne peut plus supporter à elle seule le poids en matière de développement, elle a besoin de partenariats. La loi de 2019 doit être mise en œuvre le plus tôt possible", a estimé M. Attar. Il s'agit également, selon le ministre, de la relance des travaux d'exploration, du développement des gisements découverts, de la valorisation des ressources en terme de taux de récupération et du recentrage des activités de Sonatrach sur ses métiers de base. Sonelgaz également devra, a-t-il ajouté, externaliser plusieurs de ses activités. De plus, cette feuille de route prendra en considération les politiques d'intégration nationale et la numérisation. M. Attar a également évoqué la possibilité d'une nouvelle politique tarifaire énergétique concernant les grands consommateurs uniquement tout en priorisant le raccordement électrique "au profit de tout ce qui est créateur d'emploi et de richesse".

CONSEIL DES MINISTRES :

Rendre opérationnel le fonds spécial dédié aux start-up

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné de rendre rapidement opérationnel le fonds spécial dédié aux start-up, ainsi que faire adopter, dans les meilleurs délais, les projets de textes réglementaires relatifs à ces entreprises, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Présidant la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue dimanche

par visioconférence, et après avoir entendu une présentation du ministre délégué en charge de l'économie de la connaissance et des start-up, relative au développement de l'économie de la connaissance et des start-up, M. Tebboune a souligné "la pertinence du programme présenté et exprimé le soutien total du gouvernement pour la mise en œuvre de ses grandes lignes", a précisé la même source. M. Tebboune a ainsi instruit le ministre délégué en charge du secteur pour faire adopter, dans les meilleurs délais, les projets de textes réglementaires relatifs aux start-up, ainsi que rendre rapidement opérationnel le fonds spécial dédié à ces entreprises pour lancer les premières entreprises dans les semaines à venir.

Le président de la République a aussi ordonné de mettre à la disposition du secteur les terrains

d'assiette pour la mise en place des incubateurs et des accélérateurs et de veiller à la relocalisation des start-up algériennes établies à l'étranger en leur offrant les mêmes conditions dont elles disposent actuellement.

Par ailleurs, le président a entendu une présentation du ministre délégué chargé de la micro-entreprise, relative à la relance des activités de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ). Dans ce cadre, le président de la République a observé que la démarche proposée était "un palliatif au chômage des jeunes alors que la nouvelle stratégie pour la micro-entreprise doit s'inscrire dans une approche économique, répondant aux besoins du marché". L'objectif, a réitéré M. Tebboune est "de mettre sur pied une nouvelle génération d'entrepreneurs, propres, dyna-



miques et ambitieux, porteurs de projets". A la lumière de ce constat, le président a instruit le ministre délégué chargé de la micro-entreprise de revoir la stratégie en relation avec la nou-

velle approche économique et de la présenter lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres.

Malika R.

LUTTER CONTRE LA SURFACTURATION:

Mise en place d'une équipe multidisciplinaire

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné la mise en place d'une équipe multidisciplinaire pour la lutte contre la surfacturation afin de l'écarter définitivement du paysage national, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Présidant la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue dimanche par visioconférence, M. Tebboune a ordonné "la mise en place d'une équipe multidisciplinaire pour la lutte contre la surfacturation pour l'écarter définitivement du paysage national, à travers notamment le renforcement de la coopération avec des instances internationales comme l'Union européenne (UE), y compris en adhérant à des instru-

ments juridiques internationaux qui peuvent rendre plus effective une telle lutte", a précisé la même source. Cette instruction a été donnée par M. Tebboune après avoir entendu une présentation du ministre du Commerce relative à la feuille de route concernant la relance des activités du secteur du commerce, souligne le document.

Ainsi, et après avoir relevé la pertinence de la démarche présentée qui va dans le sens de la moralisation de l'activité commerciale et de la lutte contre la fraude, le président de la République a également instruit le ministre du Commerce en vue de renforcer les capacités d'intervention du ministère du Commerce, notamment en ressources humaines qualifiées

pour pouvoir concrétiser le programme arrêté. M. Tebboune a aussi exhorté le ministre de procéder à l'assainissement des inscriptions au registre de commerce pour mettre fin à son utilisation frauduleuse et aux fausses attestations, en veillant notamment aux conditions d'âge et en renforçant la numérisation et la coopération avec les services de la douane et des impôts, ainsi qu'avec les services de sécurité. Engager, après concertation avec les services du ministère de la Défense nationale (MDN), la reprise du commerce transfrontalier dans les zones du sud du pays tout en renforçant les mesures de sécurité et de contrôle, a été également ordonnée par M. Tebboune. Le Président a demandé aussi, en concertation

avec les autorités des deux pays, d'examiner la possibilité de procéder à des investissements directs de Naftal dans les régions voisines du Mali et du Niger pour réduire le trafic et la contrebande de carburants et de gaz butane.

Il a instruit également de revoir le dispositif de remboursement des frais de transport vers et depuis le sud du pays, et mettre à jour la liste des produits qui sont désormais disponibles tout en luttant contre les fausses factures. Se préparer à la mise en œuvre de la Zone africaine continentale de libre échange, notamment en affinant la question des règles d'origine, en tirant, en cette matière, des enseignements de notre expérience avec la Zone arabe de libre échange, a égale-

ment été recommandée par le président de la République. M. Tebboune a également ordonné de procéder à une évaluation de la présence des commerçants étrangers installés et contrôler l'exercice réel de leurs activités, notamment les réfugiés parmi eux.

Enfin, le président de la République a donné instruction au ministre du Commerce à l'effet de procéder à une évaluation des accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux, notamment le dossier sur l'accord d'association avec l'UE qui doit faire l'objet d'une attention particulière faisant valoir nos intérêts pour des relations équilibrées.

A.T.

LES PLAGES AUTORISÉES À LA BAIGNADE :

70 postes de sécurisation dans 14 wilayas

PAR : AMMAR ZITOUNI

Le directeur de la Sécurité publique à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur de police Aissa Naili a fait état dimanche de l'affectation, au niveau des 14 wilayas côtières, de 70 postes de police à la sécurisation des plages autorisées à la baignade, dont l'ouverture graduelle est prévue à partir de samedi prochain.

Suite à la décision de réouverture graduelle des plages et différents espaces de loisirs et de détente, "la DGSN a mis en place un plan opérationnel prévoyant la mise en place, au niveau des 14 wilayas côtières en coordination avec les services administratifs et de wilayas compétents, de 70 postes dédiés à la sécurisation de 100 plages autorisées à la baignade avec un effectif de 1000 agents", a indiqué Naili, en marge de la présentation de la

Brigade équestre au niveau de la promenade des Sablettes.

Outre ces unités "renforcées en élément féminin et dotées de moyens et équipements techniques modernes, les formations de sécurité réquisitionnées seront adaptées en fonction des exigences et spécificités touristiques", a-t-il ajouté.

Rappelant que la saison estivale cette année intervient dans un contexte particulier, en raison des circonstances sanitaires actuelles, Naili a souligné l'adaptation avec la série de mesures préventives adoptées en vue de tracer une feuille de route pour un déconfinement progressif, y compris l'ouverture progressive des plages et des lieux de loisirs ainsi que des espaces de divertissement à partir de samedi prochain.

Il a affirmé également que les services de police veilleront au respect des conditions sanitaires requises, notamment la distan-

ciation physique, l'interdiction des rassemblements et le port obligatoire du masque de protection.

Outre l'assurance des conditions adéquates à l'accueil des citoyens au niveau des plages et

lieux de loisirs, les équipes de sécurité, a précisé le même responsable, veilleront au confort et tranquillité des estivants, à la coordination sanitaire et sécuritaire avec les instances concernées, et à la fluidité de la circula-

tion routière ainsi qu'à la sécurisation des événements sportifs et culturels programmés, en sus du respect des règles d'hygiène et de santé publique.

A. Z.

VÉHICULES NEUFS:

Bientôt un nouveau cahier des charges

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est revenu sur le caractère "urgent" de la présentation, avant la fin de la semaine, du cahier des charges sur les véhicules neufs, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Présidant la réunion périodique du Conseil des ministres tenue hier dimanche par visioconférence, M. Tebboune "est revenu sur le caractère urgent de la présentation, avant la fin de la semaine, du cahier des charges sur les véhicules neufs qui, conformément aux décisions prises lors du dernier Conseil des ministres, ne devraient concerner que les nationaux", a précisé le communiqué. Un texte séparé devrait être pris s'agissant des étrangers, lit-on dans le document. Par ailleurs, le Conseil des ministres a entendu une communication du ministre de l'Industrie sur le cahier des charges relatif aux conditions et modalités d'exemption des droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée, des composants et matières premières importées ou acquises localement par les sous-traitants. Ainsi, le Président de la République a ordonné l'adoption du projet de cahier des charges objet de la communication et sa publication, soulignant "l'importance de veiller à la mise en œuvre effective et transparente de ce dispositif de sorte à en faire bénéficier les véritables opérateurs économiques agissant dans le domaine de la sous-traitance". M. Tebboune a également insisté sur "le contrôle du strict respect par les bénéficiaires, des dispositions du cahier des charges et l'application rigoureuse des sanctions en cas de manquement".

M.W.

À L'ISSUE DE LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES :

Texte intégral du communiqué de la Présidence de la République

La rentrée universitaire 2020-2021 et les programmes de relance et de développement de certains secteurs économiques, dans le cadre de la nouvelle approche économique et sociale, ont été les principaux points à l'ordre du jour de la réunion périodique du Conseil des ministres, présidée dimanche par visioconférence par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale.



sont survenus ces dernières semaines et qui ont pris la forme d'incendies de forêts, de rupture en électricité et eau potable et d'indisponibilité brutale de liquidités au niveau des centres postaux. A ce sujet, il a enjoint le gouvernement à l'effet de mener à leur terme les enquêtes diligentées, de porter à la connaissance de la population ses résultats, preuves à l'appui, et de veiller à la sanction de leurs auteurs avec la plus grande fermeté.

Le président de la République a tenu, à cette occasion, à porter à la connaissance des ministres que des arrestations viennent d'être opérées en ce qui concerne des actes de destruction de poteaux électriques dans la wilaya de Bouira, ainsi que celle d'un pyromane qui a avoué avoir mis le feu volontairement à la forêt de Aït Laaziz dans la même wilaya.

S'agissant des décisions de réouverture des mosquées et des plages, le président de la République a ordonné la mise en place d'un système de veille, au niveau de chaque wilaya du territoire, qui aura pour fonction, sous l'autorité du wali, de suivre et d'évaluer, au quotidien, l'évolution de la situation sanitaire et de procéder, sans tarder, au reconfinement en cas de dégradation de cette dernière.

Le président de la République n'a pas manqué, à cette occasion, de féliciter les membres des services de sécurité et les agents du ministère du commerce pour leur travail de veille sur le terrain destiné à affirmer la présence de l'Etat en vue de faire respecter et de médiatiser les sanctions de fermeture prises à l'encontre des commerçants contrevenant aux règles de sécurité sanitaire.

Concernant l'achèvement de l'année universitaire 2019-2020 et les préparatifs de la prochaine rentrée universitaire 2020-2021 :

Le président de la République a tenu d'abord à clarifier le besoin de séparer les mesures d'achèvement de l'année universitaire 2019-2020 de celles qui concernent la rentrée 2020-2021.

Il a, à ce sujet, instruit le Premier ministre à l'effet d'inscrire cette question à l'ordre du jour du prochain Conseil du gouvernement pour faire adopter le programme retenu par le prochain Conseil des ministres. Dans cet examen, devrait être pris en compte le besoin d'étaler dans le temps le retour aux cours en tenant compte des impératifs liés aux conditions sanitaires et de leur évolution sur le terrain.

L'examen de ce dossier a été, par ailleurs, l'occasion pour le président de la République d'engager le ministère de l'Enseignement supérieur dans la voie, à brève échéance, et dans la concertation la plus large possible, de réformes structurelles profondes du secteur, sans perdre de vue l'indispensable réflexion globale sur celle du système des œuvres universitaires, à travers la rationalisation des dépenses et l'amélioration des prestations fournies aux étudiants, allant du système d'hé-

bergement à celui du transport.

Le président de la République a insisté à ce sujet sur le besoin de procéder à la révision du dispositif de transport universitaire et d'envisager de nouvelles solutions qui évitent les situations de monopole et favorisent le jeu de la concurrence.

De même, il est revenu sur la nécessité d'ouvrir la formation pour le master et le doctorat à tous les étudiants qui le souhaitent, sans sélection préalable, notamment en recourant à l'enseignement à distance qui peut être une formule appropriée à condition qu'elle soit soutenue par les moyens technologiques et satellitaires nationaux. Aussi, a-t-il rappelé l'importance de raccorder l'université à l'économie réelle avec la possibilité de prestation effective en faveur de ses différents segments.

Tout en insistant sur le besoin de faire de la ville de Sidi Abdallah un pôle exclusif de technologie, le président de la République a souligné l'importance du développement du système des grandes écoles à travers le pays.

S'agissant du milieu des universités, l'accent devra être mis sur le besoin de leur autonomisation et de leur ouverture sur le monde qui leur permettraient de développer des échanges d'enseignants et d'étudiants, dans le cadre d'opérations de jumelage avec leurs homologues étrangères et de coopérations mutuellement bénéfiques.

Concernant le secteur de l'Industrie :

Le président de la République a :

-ordonné l'adoption du projet de cahier des charges objet de la communication et sa publication,

-souligné l'importance de veiller à la mise en œuvre effective et transparente de ce dispositif de sorte à en faire bénéficier les véritables opérateurs économiques agissant dans le domaine de la sous-traitance, -insisté sur le contrôle du strict respect par les bénéficiaires, des dispositions du cahier des charges et l'application rigoureuse des sanctions en cas de manquement.

-De même, il est revenu sur le caractère urgent de la présentation, avant la fin de la semaine, du cahier des charges sur les véhicules neufs qui, conformément aux décisions prises lors du dernier Conseil des ministres, ne devraient concerner que les nationaux. Un texte séparé devrait être pris s'agissant des étrangers.

Concernant la feuille de route relative à la relance des activités du secteur du commerce :

Après avoir relevé la pertinence de la démarche présentée qui va dans le sens de la moralisation de l'activité commerciale et de la lutte contre la fraude, le Président de la République a instruit le ministre du commerce en vue de :

-renforcer les capacités d'intervention du ministère du commerce, notamment en ressources humaines qualifiées pour pouvoir concrétiser le programme arrêté,

-procéder à l'assainissement des inscriptions au registre de commerce pour mettre fin à son utilisation frauduleuse et aux fausses attestations, en veillant notamment aux conditions d'âge et en renforçant la numérisation et la coopération avec les services de la douane et des impôts, ainsi qu'avec les services de sécurité,

-engager, après concertation avec les services du ministère de la défense nationale, la reprise du commerce transfrontalier dans les zones du Sud du pays tout en renforçant les mesures de sécurité et de contrôle,

-en concertation avec les autorités des deux pays, examiner la possibilité de procéder à des investissements directs de Naftal dans les régions voisines du Mali et

du Niger pour réduire le trafic et la contrebande de carburants et de gaz butane,

-revoir le dispositif de remboursement des frais de transport vers et depuis le sud du pays, et mettre à jour la liste des produits qui sont désormais disponibles tout en luttant contre les fausses factures,

-se préparer à la mise en œuvre de la Zone africaine continentale de libre échange, notamment en affinant la question des règles d'origine, en tirant, en cette matière, des enseignements de notre expérience avec la Zone arabe de libre échange,

-mettre en place une équipe multidisciplinaire pour la lutte contre la surfacturation pour l'écartier définitivement du paysage national à travers notamment le renforcement de la coopération avec des instances internationales comme l'Union européenne, y compris en adhérant à des instruments juridiques internationaux qui peuvent rendre plus effective une telle lutte,

-procéder à une évaluation de la présence des commerçants étrangers installés et contrôler l'exercice réel de leurs activités, notamment les réfugiés parmi eux,

Enfin, le président de la République a donné instruction au ministre du Commerce à l'effet de procéder à une évaluation des accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux, notamment le dossier sur l'accord d'association avec l'UE qui doit faire l'objet d'une attention particulière faisant valoir nos intérêts pour des relations équilibrées.

Concernant la relance des activités de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) :

-Le président de la République a observé que la démarche proposée était un palliatif au chômage des jeunes alors que la nouvelle stratégie pour la micro-entreprise doit s'inscrire dans une approche économique, répondant aux besoins du marché.

-L'objectif, a réitéré le président de la République, est de mettre sur pied une nouvelle génération d'entrepreneurs, propres, dynamiques et ambitieux, porteurs de projets.

-A la lumière de ce constat, le président de la République a instruit le Ministre Délégué chargé de la micro-entreprise de revoir la stratégie en relation avec la nouvelle approche économique et de la présenter lors de la prochaine réunion du Conseil des Ministres.

Concernant le développement de l'économie de la connaissance et des startups :

Le Président de la République a souligné la pertinence du programme présenté et exprimé le soutien total du Gouvernement pour la mise en œuvre de ses grandes lignes.

Il a ainsi instruit le Ministre délégué en charge du secteur pour :

-faire adopter, dans les meilleurs délais, les projets de textes réglementaires relatifs aux start-ups,

-rendre rapidement opérationnel le fonds spécial dédié aux startups pour lancer les premières entreprises dans les semaines à venir,

-mettre à la disposition du secteur les terrains d'assiette pour la mise en place des incubateurs et des accélérateurs, -veiller à la relocalisation des start-up algériennes établies à l'étranger en leur offrant les mêmes conditions dont elles disposent actuellement. Avant de clôturer ses travaux, le Conseil des ministres a examiné et approuvé des décisions individuelles de nomination et de fin de fonctions à des emplois supérieurs de l'Etat".

R. N.

PSYCHOTROPES-ORAN:

Démantèlement d'un groupe de malfaiteurs

Les policiers ont mis fin à Oran à l'activité d'un réseau criminel composé de quatre éléments ayant créé un atelier de fabrication et de contrefaçon de comprimés psychotropes, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été effectuée par les services de la 17e sûreté urbaine agissant sur informations faisant état d'un groupe de malfaiteurs qui avait transformé une maison dans un quartier de la centre-ville d'Oran en atelier clandestin de fabrication et de contrefaçon de psychotropes de type "Ecstasy" avec l'utilisation de produits pharmaceutiques mélangés à d'autres chimiques nocifs, a-t-on indiqué. La perquisition au domicile "incriminé" a permis à la police d'arrêter les quatre inculpés dans cette affaire et la saisie de 150 comprimés de contrefaçon et de produits utilisés dans leur fabrication dont un flacon d'un liquide violet, une pommade de la même couleur, des boîtes de médicaments vides, une poudre blanche, du dentifrice et autres matériels utilisés dans cet acte criminel, en plus d'un montant de 6.000 DA, qui ont été saisis, a-t-on fait savoir. Une procédure a été engagée contre les prévenus, âgés de 19 à 33 ans, pour les présenter devant la justice.

LAGHOUAT:

La confrérie Tidjanie, un rôle important dans la propagation des valeurs de l'Islam et de la paix

La confrérie Tidjanie, dont le siège est à Ain-Madhi (wilaya de Laghouat), joue un rôle "important" dans la propagation des valeurs de l'Islam et de la paix en intervenant de manière "efficace" par le dialogue, dans le règlement des conflits politiques, notamment en Afrique, a affirmé jeudi le Khalife général de la confrérie, Cheikh Mohamed Ben Ali El-Arabi Tidjani. La confrérie Tidjanie compte plus de 350 millions d'adeptes dans plus de 100 pays, ce qui lui a permis de figurer parmi les plus puissantes et influentes institutions religieuses, politiques, sociales et économiques en Afrique, a indiqué le Khalife général dans un entretien exclusif à l'APS avant son départ à Dakar pour assister à l'enterrement du Cheikh Tidjani Ibrahim Niass, Khalife de la Tariqa Tidjaniya de Médina Baye (Sénégal). Elle a ainsi joué un rôle déterminant dans la diffusion de l'Islam et de la paix en Afrique de l'Ouest, par exemple, où elle a contribué à l'embrassement par des dizaines de milliers d'Africains de la religion musulmane, devenus adeptes de la Tariqa (confrérie) Tidjanie pour ce qu'elle véhicule comme valeurs spirituelles contenues dans le Saint Coran et la Sunna du prophète Mohamed (QSSSL).

Cheikh El-Arabi a évoqué, en outre, la contribution directe de la confrérie dans le règlement de conflits en Afrique, citant, entre autres, son implication dans le règlement du conflit du Darfour, en s'impliquant personnellement dans le dialogue instauré entre les protagonistes et l'aboutissement à une solution ayant conduit au



désarmement. La question libyenne est également évoquée dans cet entretien du khalife général de la Confrérie Tidjanie, qui fait état de ses consultations avec des responsables de la zaouia Tidjanie en Libye, et soulignant, à ce propos, l'unicité du peuple libyen musulman, de son histoire et de sa langue. Cheikh El-Arabi se dit favorable à une solution pacifique qui, dit-il, ne peut se concrétiser que par l'acceptation des parties en conflit de s'asseoir à la table de dialogue pour lequel il se dit disposé à contribuer à la facilitation, tout en réaffirmant que la solution est exclusivement libyenne, et en pointant des mains étrangères qui "alimentent le feu de la discorde dans ce pays". A ce sujet, Cheikh El-Arabi a valorisé le rôle de l'Algérie, sous la conduite du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, dans le règlement de cette crise, qu'il appuie d'ailleurs, ainsi que celui de la diplomatie algérienne qui s'emploie à trouver une solution "proche" à la crise dans ce pays frère, loin de toute ingérence étrangère. En réponse à une question sur la vision de la zaouia

Tidjanie concernant la nouvelle Algérie, le Khalife général de la confrérie, Cheikh Mohamed Ben Ali El-Arabi a estimé que le peuple algérien est sorti massivement et de façon pacifique le 22 février 2019 pour réclamer une série de revendications et de droits, affirmant qu'"il existe des prémices de satisfaction de ces revendications". Il demandera, pour cela, aux Algériens de se montrer patients envers l'Etat qui fait face actuellement à des contraintes liées à la chute des prix du pétrole et la pandémie du Covid-19 ayant "géné" le processus de développement. Cheikh Tidjani a exprimé, par ailleurs, sa fierté des "belles images de solidarité et d'entraide" affichées par la jeunesse algérienne durant la pandémie du Covid-19, se disant "fier de son algérianité" face à la "spontanéité, l'humanisme et la détermination" de ces jeunes. Le Khalife général de la confrérie Tidjanie a aussi, adressé un message de remerciements à l'armée des blouses blanches, personnels médicaux et paramédicaux, affirmant que l'importance de leur rôle n'est pas moindre de celui des Moudjahidine de la glorieuse

Révolution de libération, s'appuyant sur un verset coranique (verset d'El-Meida) où il est dit que celui qui sauve une vie est tout comme il aurait sauvé l'humanité. El Cheikh rendra un hommage également aux éléments de la Protection civile, de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et de l'Armée nationale populaire, pour leur rôle lors de cette crise sanitaire qui a affecté l'Algérie et le monde entier. Dans un aperçu historique sur la confrérie Tidjanie, Cheikh Mohamed Ben Ali El-Arabi a rappelé qu'elle a été fondée par Cheikh Abou Abbès Ahmed Ben Mohamed Benmokhtar Ben Ahmed Ben Mohamed Salem Tidjani, né en 1737 à Ain-Madhi (Laghouat). Il y a appris le Coran et y a étudié les sciences légales et le Fikh, avant de voyager dans le cadre de son enseignement religieux dans différents pays, à l'instar du Maroc, la Tunisie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Il revient, à l'âge de 46 ans, en Algérie où il fonde, à Boussemghoune (wilaya d'El-Bayadh), la confrérie qui portera son nom (Tariqa Tidjania) et dont le siège sera installé plus tard à Ain-Madhi (Laghouat). Le fondateur de la confrérie Si Ahmed Tidjani a légué une série de publications, dont un ouvrage intitulé "Djouher El-Maâni oua Boulough El-Amâni fi Faid Sidi Abi Abbès Tidjani" et qui représente un ouvrage référence de la confrérie Tidjanie. Les enseignements de la confrérie s'appuient sur le savoir et la jurisprudence de son fondateur Cheikh Ahmed Tidjani (Abou Abbès) capitalisés tout au long de ses voyages d'études à travers le monde, a-t-il relevé.

TIPAZA:

Séisme d'une magnitude de 4,3 degrés près de Sidi Ghiles

Un tremblement de terre d'une magnitude de 4,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré dimanche près de la localité de Sidi Ghiles, dans la wilaya de Tipaza, a-t-on appris auprès du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

La secousse tellurique a été ressentie dimanche à 00H00, alors que son épicer centre a été localisé à 10 km au nord-ouest de Sidi Ghiles, village situé à 7 kilomètres à l'ouest de Cherchell, indique encore le CRAAG.

AUCUN DÉGÂT, NI PERTES EN VIES HUMAINES ENREGISTRÉS

Aucun dégât matériel, ni pertes en vies humaines n'ont été enregistrés dimanche après le séisme, qui a frappé la région de Sidi Ghiles (W. de Tipaza), et qui a été ressenti dans les wilayas limitrophes, indique la Protection civile.

Des "opérations d'inspection ont été effectuées dans les wilayas où a été ressentie la secousse tellurique", précise la direction générale de la Protection civile dans un communiqué.

La même source a ajouté que le séisme a été ressenti dans les wilayas de Tipaza, Chlef, Blida et Alger. D'une magnitude de 4,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter, il a été enregistré dimanche à

00.00 heures près de la localité de Sidi Ghiles, dans la wilaya de Tipaza, avait annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre du séisme a été enregistré à 10 km au nord-ouest de Sidi Ghiles, village situé à 7 kilomètres à l'ouest de Cherchell, indique encore le CRAAG.

ILLIZI:

Un atelier du Tapis targui à Djanet

Un atelier de tapis targui "Assedkane" a été lancé par l'association "Yanboue El-Hanane" dans la commune pilote de Djanet (Sud d'Illizi), dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles (CapDEL), a-t-on appris dimanche des initiateurs du projet.

Le projet "Assedkane" (ou tapis targui) comporte un atelier regroupant plus de 50 artisans spécialisés dans la tapisserie traditionnelle, en

plus de la formation de stagiaires dans ce métier en vue de préserver cet héritage local et le promouvoir au même titre que les autres types d'artisanat traditionnel, a-t-on précisé.

Il vise à soutenir la femme au foyer et à promouvoir le produit traditionnel, en plus d'élargir les horizons de ce créneau artisanal à travers le lancement d'ateliers-pilotes pour le renforcement des capacités des artisans et des opportunités de leur insertion professionnelle, ainsi que la promotion du produit artisa-

nal local, notamment le tapis traditionnel, a expliqué la présidente de l'association précitée, Kheira Sellamou.

L'association entend lancer à moyen terme, d'autres ateliers de formation de la femme et des jeunes de la région, en associant, via la notion de démocratie participative, les compétences et potentialités dans divers segments en vue d'impulser le développement local, a-t-elle ajouté.

Adaptant son programme d'action au contexte sanitaire actuel de pandémie de Covid-

19, l'association anime aussi plusieurs campagnes de sensibilisation et de prévention, ciblant essentiellement la femme au foyer sur l'accompagnement psychologique des enfants à la maison durant cette phase difficile, a fait savoir Mme. Sellamou.

L'association "Yanboue El-Hanane" a bénéficié du programme CapDel visant à renforcer les capacités des acteurs de développement local, à travers une dizaine de communes pilotes à travers le pays, dont Djanet.

CRISE LIBYENNE:

À l'est comme à l'ouest, la Libye subit des ingérences étrangères

Depuis plusieurs semaines la Libye est le théâtre d'un affrontement diplomatique entre la Turquie et la France.

Dans ce pays, miné par une guerre civile dévastatrice, Ankara apporte son soutien militaire au gouvernement de Fayez el-Sarraj reconnu par l'ONU, tandis que la France soutient, non officiellement, le maréchal Haftar.

POURQUOI LA FRANCE SOUTIENT-ELLE, OFFICIEUSEMENT, LE MARÉCHAL HAFTAR

Premièrement, l'homme fort de l'est libyen est un chef militaire laïc, allié de la France dans la lutte contre le terrorisme islamique dans le Sahara. La France apporte une assistance militaire au voisin tchadien, dans la lutte antiterroriste. Deuxièmement,



certaines analystes affirment que la France souhaite obtenir un accès privilégié aux gisements de pétrole de l'est de la Libye ; un accès qui serait facilité si le maréchal Haftar parvient à consolider son pouvoir dans la région. Troisièmement, les Emirats arabes unis soutiennent le maréchal. La monarchie du

Golfe est un partenaire économique majeur de Paris, un client non négligeable pour l'industrie française de l'armement.

La France continue d'affirmer qu'elle ne soutient pas le maréchal Haftar et s'oppose officiellement à son offensive contre Tripoli, où siège le gouvernement dirigé par Fayez el Sarraj,

soutenu par la Turquie et reconnu par l'ONU.

Alors que la France tente de conserver une posture de neutralité dans le conflit libyen, un stock de missiles Javelin, acheté par la France, a été découvert dans une zone récupérée par les forces gouvernementales.

TUNISIE :

Enfin le gouvernement Mechichi ne sera pas aussi restreint qu'il le voulait

Le chef du gouvernement désigné, Hichem mechichi avait, au départ, l'intention de former un gouvernement national apolitique qui comptera un minimum de membres. Il était question qu'il fusionne des ministères en pôles pour gagner sur le nombre des ministres. Il a dû, apparemment, changer d'avis, puisque, dans un souci de célérité et de démarrage du nouveau gouvernement dans les plus brefs délais, il a dû renoncer à son projet qui allait le freiner, dans la mesure où il allait devoir perdre trop de temps. Mechichi se contentera donc de fusionner deux ou quatre ministères, comme ceux des Collectivités locales et de l'Environnement et se délester d'un certain nombre de Secrétaires d'Etat.

MAROC:

Covid-19 : le ras-le-bol des soldats en blouse blanche

Au Maroc, la suppression des congés du personnel soignant a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Près d'une semaine après l'annonce, la colère gronde toujours chez les médecins et les infirmiers qui depuis plus de quatre mois sont sur le front pour combattre l'ennemi invisible qu'est le Covid-19, dans des conditions "dramatiques".

Face à la montée des cas de contamination au nouveau coronavirus au Maroc, le ministère de la Santé a annoncé, lundi 3 août, l'annulation de tous les congés accordés au personnel de santé publique du pays, jusqu'à nouvel ordre.

Les médecins et infirmiers se trouvant déjà en vacances ont aussi été rappelés à leur poste sous 48 heures. Cette décision impromptue est vivement contestée. Le personnel soignant est sorti, au lendemain de l'annonce, exprimer sa colère. Mardi 4 août, infirmiers, médecins et techniciens ont pris part à des manifestations et des sit-in symboliques devant plus de 51 établissements hospitaliers à travers le royaume. En scandant divers slogans incendiaires, pancartes de protestation à la main, ils crient leur fatigue à qui veut les entendre.

Reportage vidéo avec interview des contestataires qui se relaient au micro du média marocain hespress.com pour exprimer leur désarroi.

Le docteur Mustapha Hamdi, 26 ans, travaille au sein du service de soins intensifs et de réanimation du Centre hospitalier universitaire de Tanger, où la pandémie est particulièrement virulente. Le jeune médecin n'a pas pu participer aux manifestations en raison de la nature de son travail. Il n'empêche, il se dit tout aussi révolté par la récente décision du département du ministre Khalid Ait Taleb, la qualifiant d'"aléatoire".

À BOUT DE SOUFFLE:

"L'épuisement physique et surtout mental que nous ressentons tous n'a pas d'égal. La charge de travail est titanique avec des journées de garde de plus de 12

heures. Sans repos, la fatigue commence réellement à se faire sentir. En outre, il y a de plus en plus de personnel médical qui est infecté. Ce n'est pas très motivant de voir ses collègues, ses amis, tomber gravement malades du jour au lendemain, certains y laissent leur vie... Sans parler de la pression constante et de l'isolement que nous endurons depuis des mois, loin de nos proches. On ne peut continuer à ce rythme", confie-t-il à Sputnik, avec des trémolos dans la voix.

Pour lui, la source du problème réside dans les nombreux dysfonctionnements dont souffrent les hôpitaux publics du pays.

"Les équipements de protection manquent, le personnel manque, les places manquent. Et face à cela, la situation épidémiologique est hors de contrôle ici à Tanger. Rien que dans le service de réanimation du CHU où je travaille, tous les lits sont occupés. Il y a même des patients par terre... C'est dramatique. Et malheureusement, ça va de mal en pis. Nous déplorons de plus en plus de décès liés au Covid-19 chaque jour et à chaque fois, c'est douloureusement blessant", regrette le jeune médecin.

La seule région de Tanger Tétouan Al Hoceima (nord du Maroc) compte 23,21% des cas testés positifs du pays.

SOUFFRANCE SILENCIEUSE

Sur les réseaux sociaux, plusieurs internautes affichent leur soutien aux "héros en blouse blanche" sous le hashtag (#souffrance en silence).

#souffrance en silence, campagne nationale de soutien au corps soignant marocain. Au Maroc, le personnel soignant a été privé de son congé annuel, il travaille dans des conditions désastreuses et très dangereuses avec un manque d'équipements de protection. Il ne peut pas se faire dépister en cas de doute de contamination. Il vit une pression psychologique intense chaque jour sans aucun soutien matériel, psychologique ou mental... Malheureusement, la liste est lon-

gue.

La plupart s'indignent de voir le chef du gouvernement autoriser certains ministres à prendre leurs vacances et en priver le corps médical. El Othmani a seulement imposé à son équipe de passer les congés uniquement au Maroc. C'est une "inacceptable politique du deux poids-deux mesures" que dénoncent des internautes.

UN SECTEUR MEURTRE

Mountadar Alaoui est secrétaire général du Syndicat indépendant des médecins du secteur public (SIMSP), le plus représentatif de la santé au Maroc. Contacté par Sputnik au sujet des protestations, il dénonce une "anomalie profonde" et "structurelle".

"Depuis 2011, nous ne cessons de répéter les mêmes revendications: c'est peu dire que les autorités ne nous écoutent pas... La crise sanitaire aura au moins eu le mérite de mettre à nu les fragilités de notre système de santé, souligne-t-il. Le secteur de la santé a été pendant longtemps terriblement meurtri. Maintenant, ça suffit, il faut que cela change!"

"Nous exigeons l'amélioration des conditions d'accueil des patients dans les établissements, mais aussi de meilleures conditions de travail pour le personnel de santé. Le budget alloué par le gouvernement au secteur doit être augmenté, il ne dépasse pas les 6%. Or, l'OMS préconise entre 12% et 15% du budget de l'État. La plupart des infrastructures sanitaires sont défectueuses et nous manquons cruellement de bras", proteste Mountadar Alaoui.

LE MAROC NE COMPTE QUE 11.232 MÉDECINS DANS LE SECTEUR PUBLIC, SELON LES DERNIERS CHIFFRES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le syndicaliste pointe du doigt "les attermoissements et la valse-hésitation sans fin" du ministère de la Santé. "À chaque fois, le ministère avance des excuses pour ne pas répondre positivement à nos différentes doléances. Cette fois, c'est le

corona", lance-t-il, amer. Mountadar Alaoui estime le nombre de membres du personnel soignant contaminés par le nouveau coronavirus depuis le début de l'épidémie à 360, rien que dans le secteur public.

DIALOGUE SOUS HAUTE TENSION

Après avoir été la première à monter au créneau pour dénoncer l'annonce controversée de la suppression des congés, la Fédération nationale de la santé (FNS), affiliée à l'Union marocaine du travail (UMT), veut aller plus loin. "Dans les jours prochains, d'autres manifestations plus importantes vont avoir lieu au niveau des délégations régionales", prévient Rahal Lahssini, vice-secrétaire de la FNS, en réponse à Sputnik. "Nous exhortons les autorités à agir et vite parce que la situation est grave. Les décisions hâtives et unilatérales du ministère ne font qu'empirer les problèmes. C'est consternant", regrette-t-il.

Convoquée mercredi 5 août 2020 par le ministère de la Santé, la Fédération nationale de la santé s'est retirée de la réunion qui a eu lieu ce jour-là. "Il ne régnait pas une atmosphère de dialogue. C'était une audition plus qu'autre chose", argumente Rahal Lahssini.

Pour tenter de calmer les esprits, Khalid Ait Taleb a modifié le protocole de prise en charge des cas positifs. Le principal changement est l'instauration, pour les cas asymptomatiques, du suivi à domicile afin de soulager les hôpitaux. Une décision que les interlocuteurs de Sputnik jugent "insuffisante", parce que "superficielle".

Au Maroc, le rythme de la pandémie s'accélère depuis quelques semaines. Selon les derniers chiffres du ministère de la Santé marocain, au jeudi 6 août, le royaume totalisait 29.644 cas positifs, 449 décès et 20.553 guérisons. Les soldats en blouse blanche restent donc fortement sollicités.

LE SOIR D'ALGÉRIE

Progressif retour à la normale : Le transport aérien fait exception

La sortie du confinement se précise avec un retour progressif de la quasi-totalité des activités ayant fait l'objet d'une décision de gel. Le transport aérien fait cependant exception. L'espace aérien demeure fermé. Il le restera jusqu'à « la fin de la crise sanitaire », avait tranché le président de la République. La décision, politique, est tributaire de l'évolution de la situation sanitaire. Elle ne pourra cependant faire abstraction des considérations économiques mais également de l'image que renvoie un



pays vivant en autarcie.

Plus de vols réguliers entre l'Algérie et le reste du monde depuis le mois de mars. L'Algérie avait décidé de la fermeture de ses frontières au moment où l'épidémie de Covid-19 connaissait une expansion et où la fermeture des frontières était jugée salutaire en raison de la multiplication des cas importés. Plus de cinq mois plus tard, aucune décision de reprise du trafic aérien n'est prise au moment où le pays tend à une reprise graduée de la quasi-totalité des activités. La situation sanitaire évoluant en dents de scie, l'épidémie s'installant dans le temps, la tendance est à un retour progressif à la normale, exception faite du transport qu'il soit aérien ou maritime.

L'aéroport international d'Alger est resté quasiment vide. Les avions sont cloués au sol. Seule l'activité cargo y est maintenue en plus des vols de rapatriement. Air Algérie et les compagnies étrangères effectuent de manière ponctuelle des liaisons. Les avions au départ d'Alger ne partent pas forcément vides. Y sont transportés des voyageurs sous certaines

conditions : des binationaux, des ressortissants étrangers ou des détenteurs de cartes de résident sont autorisés à rejoindre leurs lieux de résidence après achat d'un billet « aller simple ». Jusqu'à quand cette situation pourrait-elle durer ? Le 28 juin dernier, le président de la République répondait « jusqu'à la fin de la pandémie ». Une fin que nul ne peut prédire.

EL WATAN

SITES INDUSTRIELS ET INSTALLATIONS À HAUT RISQUE :

Les normes de sécurité sont-elles respectées ?



Selon les dernières estimations du ministère de l'Environnement, pas moins de 4000 installations industrielles à haut risque recensées se trouvent au milieu du tissu urbain.

L'explosion au port de Beyrouth, survenue mardi dernier, pose la question lancinante de la prévention des risques majeurs, notamment ceux à caractère chimique et industriel. Avec un patrimoine de zones industrielles et d'installations pétrochimiques près du tissu urbain, l'Algérie ne serait pas loin d'un pareil scénario cauchemardesque. Rien que dans la capitale, les installations à risque sont nombreuses. Elles sont implantées en pleine zone urbaine et font face à la baie

d'Alger. En cas de catastrophe, chose que personne ne peut souhaiter, c'est toute la capitale qui risque de disparaître. Loin de dresser un tableau noir, il est à signaler qu'à Alger seulement et dans l'axe d'Hussein Dey, El Hamma et Caroubier, plusieurs installations à très haut risque y sont recensées. On cite la centrale électrique à gaz gérée par la Société de production de l'électricité (SPE), filiale de Sonelgaz, un centre enfûteur de bouteilles de gaz, le centre de fabrication de gaz liquéfié, un dépôt de

pétrole et la station de dessalement d'eau de mer. Sur un espace de quelque 2 kilomètres, ces 5 infrastructures représentent un cocktail détonnant et un risque de déflagration énorme. Selon les dernières estimations du ministère de l'Environnement (chiffres de 2011), pas moins de 4000 installations industrielles à haut risque recensées se trouvent au milieu du tissu urbain, qui représente 1,7% seulement de la superficie totale de l'Algérie où, de surcroît, réside la grande majorité de la population.

ECHOUROUK ONLINE

Biélorussie: Alexandre Loukachenko remporte la présidentielle avec 80,23% des voix

L'actuel chef de l'État biélorusse Alexandre Loukachenko a remporté la présidentielle avec 80,23% des voix, indiquent les résultats de la commission électorale rendus publics ce 10 août. Selon la commission électorale, 80,23% des électeurs ont voté pour le chef de l'État biélorusse actuel Alexandre Loukachenko lors de la présidentielle de ce week-end. Son opposante, Svetlana Tikhonovskaïa, compte 9,90% des voix. Le taux de participation a été de 84,23%, soit 5.790.000 voix. 6,02% ont voté «contre tous». Des manifestations ont éclaté dans la soirée du 9 août à Minsk ainsi qu'à Brest, Kobryn, Pinsk, Baranovitchi, Gomel, Grodno suite à la publication des sondages de sortie des urnes qui accordaient une victoire écrasante à Loukachenko. Selon les correspondants de Sputnik à Minsk, des manifestants ont tenté vers minuit d'ériger des barricades avec des poubelles. Les forces de l'ordre ont utilisé des grenades assourdissantes et des canons à eau. Redoutant des interpellations, les membres de l'équipe de l'opposante Svetlana Tikhonovskaïa ont cherché à sécuriser l'accès à leur quartier général. Les portes et les fenêtres ont été verrouillées, a



constaté un correspondant de Sputnik. Sur Telegram, la candidate a demandé à ses électeurs d'arrêter les provocations, les encourageant à ne pas donner aux forces de l'ordre l'occasion de faire usage de la force.

BFM TV

Niger:

Emmanuel Macron évoque "un attentat"

Au Niger, dans le sud-ouest du pays, huit personnes, comprenant des salariés de l'ONG Acted, ont été tuées ce dimanche par des hommes armés. Emmanuel Macron a dénoncé dimanche soir "l'attaque meurtrière qui a lâchement frappé un groupe de travailleurs humanitaires" et affirmé que "tous les moyens" seront mis en oeuvre pour "élucider" les circonstances de cet "attentat", selon un communiqué de la présidence française. Le chef de l'Etat, qui s'est entretenu avec son homologue nigérien Mahamadou Issoufou, a ajouté que "leur détermination à poursuivre la lutte en commun contre les groupes terroristes au Sahel" demeurait "intacte". "Je condamne l'attaque terroriste, lâche et barbare perpétrée ce dimanche dans la paisible localité de Kouré", a tweeté pour sa part le président Issoufou, qui a adressé ses condoléances "aux familles des victimes nigériennes et françaises" ainsi qu'"au président Macron dont l'engagement à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme est sans faille".

FRANCEINFO

Coronavirus : en Afrique du Sud, l'interdiction de la cigarette une nouvelle fois en procès

D'un côté il y a la santé publique. Le risque pour les fumeurs de contracter des formes sévères d'insuffisance respiratoire en cas d'atteinte par le coronavirus. Des malades, qui vont occuper des lits en soin intensifs, qu'on pourrait éviter. De l'autre, il y a un secteur entier de l'économie aujourd'hui à l'arrêt et une contrebande florissante qui profite du bannissement de la vente du tabac. L'interdiction de la vente des cigarettes est entrée en vigueur le 27 mars en même temps que le strict confinement imposé aux 57 millions de Sud-Africains pour enrayer la propagation du Covid-19. La vente d'alcool était également interdite, puis finalement autorisée, sauf le week-end. Un allègement des mesures dont n'a pas bénéficié le tabac. Au contraire, la question est devenue centrale, tant lors de procès, qu'à cause de cafouillages des autorités. Ainsi le 23 avril, le président Ramaphosa annonçait la levée de l'interdiction, pour faire machine arrière six jours plus tard, sous la pression semble-t-il des anti-tabac du gouvernement. L'Association indépendante et équitable du tabac (Fita), qui représente les fabricants de cigarettes, a alors saisi la justice, mais a été déboutée.

HONG-KONG:

Les "Five Eyes" veulent des élections " le plus rapidement possible "

Les chefs de la diplomatie des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada, cinq pays qui forment l'alliance surnommée " les Five Eyes ", ont exhorté le gouvernement de Hong Kong à organiser des élections " le plus rapidement possible " dans un communiqué commun publié dimanche.

Ils expriment leur " grave préoccupation " après le report d'un an des élections du Conseil législatif (LegCo), le Parlement du territoire semi-autonome, qui étaient prévues le 6 septembre. Ce report avait été annoncé par le gouvernement de



Hong Kong fin juillet en invoquant la pandémie de coronavirus.

" Nous, les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, et du Royaume-Uni, ainsi que le secrétaire d'État américain, sommes vivement préoccupés par les mesures prises par le gouvernement de Hong Kong, soit la disqualification injuste de candidats et le report excessif des élections au Conseil législatif. Ces mesures portent atteinte au processus

démocratique sur lequel reposaient la stabilité et la prospérité de Hong Kong ", écrivent-ils dans un communiqué commun.

" Nous demandons au gouvernement de Hong Kong de rétablir l'éligibilité des candidats disqualifiés, afin que les élections puissent avoir lieu dans un climat propice à l'exercice des libertés et des droits démocratiques garantis dans la Loi fondamentale ", ajoutent-ils. " Nous exhortons le gouvernement de Hong Kong à tenir les élections le plus rapidement possible ".

Le comité permanent du Parlement chinois a entamé samedi une réunion de quatre jours pour examiner s'il convient d'allonger le mandat des députés actuels, qui expire le 30 septembre, ou de nommer un " organe de transition ".

La cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a estimé qu'il serait plus pragmatique d'allonger le mandat de l'assemblée actuelle, mais cela soulève une nouvelle question épineuse, celle de l'extension du mandat de quatre députés d'op-

" Nous, les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, et du Royaume-Uni, ainsi que le secrétaire d'État américain, sommes vivement préoccupés par les mesures prises par le gouvernement de Hong Kong..."

position empêchés de se représenter. Leurs candidatures font partie des douze qui ont été invalidées fin juillet par les autorités en invoquant la nouvelle loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin.

Dans leur communiqué commun, les ministres des Affaires étrangères expriment leur " vive inquiétude face à l'imposition par Pékin de la nouvelle loi sur la sécurité nationale, qui érode les libertés et les droits fondamentaux du peuple de Hong Kong ".

Selon ses détracteurs, cette nouvelle loi entraîne un recul des libertés inédit depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine par le Royaume-Uni en 1997.

LIBAN:

A beyrouth, des manifestants en colère prennent d'assaut des ministères

Des manifestants ont brièvement occupé des ministères lors d'opérations qui semblaient coordonnées samedi soir, la colère des Libanais ayant atteint son paroxysme contre la classe politique accusée d'être responsable de la gigantesque explosion au port de Beyrouth qui a fait des centaines de milliers de sans-abris.

Ces opérations coup de poing contre des ministères que les Libanais considèrent comme des symboles de la gabegie sont intervenues après une manifestation de milliers de personnes dans le centre de Beyrouth, qui ont exprimé leur rejet des dirigeants auxquels ils demandent des comptes après la déflagration de mardi qui a tué 158 personnes.

À proximité de la place des Martyrs, épice traditionnelle des manifestations dans la capitale, des heurts ont opposé les forces de sécurité, qui ont tiré des gaz lacrymogènes, à de jeunes protestataires ripostant avec des pierres.

Pour les Libanais déjà éprouvés par une crise économique inédite, l'explosion qui a dévasté une partie de la ville a été la catastrophe de trop, relançant un mouvement de contestation qui avait débuté en octobre pour dénoncer l'ensemble de la classe dirigeante, jugée corrompue et incompétente, mais s'était essouffé en raison de la pandémie de COVID-19.

Dans un discours télévisé, le premier ministre contesté, Hassan Diab, a annoncé qu'il proposerait des législatives anticipées, estimant que seul un tel scrutin permettrait "de sortir de la crise structurelle".

Il s'est dit prêt à rester au pouvoir "pendant deux mois", le temps que les forces politiques s'entendent.

Selon la Croix-Rouge libanaise, 63 personnes ont été blessées lors des violences qui ont émaillé la manifestation et transportées dans des hôpitaux, et 175 autres soignées sur place.

"Un membre des Forces de sécurité intérieures est décédé (...) en aidant des personnes coincées dans l'hôtel Le Gray", a pour sa part indiqué la police libanaise, ajoutant sans autre détail que celui-ci avait "été agressé par un certain nombre d'émeutiers qui ont entraîné sa chute et sa mort".

L'attention des forces de sécurité se concentrant sur les heurts, environ 200 manifestants menés par des officiers à la retraite en ont profité pour prendre d'assaut le siège du ministère des Affaires étrangères, le proclamant "quartier général de la Révolution".

"NOUS SOMMES EN GUERRE"

L'ex-général Sami Rammah a appelé dans un mégaphone au soulèvement et à la poursuite de "tous les corrompus", tandis que des manifestants décrochaient et piétinaient le portrait du président Michel Aoun.

Envoyée en renfort, l'armée a délogé les manifestants en fin de soirée, usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Des manifestants ont aussi tenté de prendre le quartier général de l'Association des banques, y mettant le feu avant d'être délogés par l'armée, selon

un photographe de l'AFP sur place. Les protestataires ont également investi les ministères de l'Économie et celui de l'Énergie, symboles de la gabegie des services publics, les coupures de courant alimentant la gronde. "Nous sommes officiellement en guerre contre notre gouvernement", a déclaré une militante, Hayat Nazer. Les banques sont la cible de la colère des manifestants depuis octobre en raison des restrictions draconiennes imposées sur les retraits et virements à l'étranger. Sur la place des Martyrs, le mot d'ordre était "Le jour du jugement". Des guilbotines en bois ont été installées. Le hashtag #Pendez-les circule depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux.

"Vengeance, vengeance, jusqu'à la chute du régime", ont scandé les manifestants, certains masqués, d'autres portant des drapeaux. Un camion était en flammes à proximité de la place à la tombée de la nuit. L'explosion au port, dont les circonstances n'ont toujours pas été élucidées, aurait été provoquée par un incendie qui a touché un énorme dépôt de nitrate d'ammonium, dangereuse substance chimique. La catastrophe a fait au moins 158 morts et plus de 6000 blessés, dont au moins 120 sont dans un état critique, selon le ministère de la Santé, et 21 personnes sont toujours disparues. 43 Syriens sont morts, selon leur ambassade.

NAUFRAGE

M. Aoun, de plus en plus décrié, a déclaré vendredi qu'il s'opposait à une enquête internationale, affirmant que l'ex-

plosion pourrait avoir été causée par la négligence ou par un missile. Une vingtaine de fonctionnaires du port et des douanes ont été interpellés, selon des sources judiciaires et sécuritaires. Cinq députés ont démissionné depuis le drame avec, parmi eux, trois élus d'un parti chrétien d'opposition dont le secrétaire général est mort dans l'explosion.

Trois jours après une visite du président français, Emmanuel Macron, une visioconférence des donateurs en soutien au Liban aura lieu dimanche, coorganisée par l'ONU et la France, avec la participation du président américain, Donald Trump, qui a tweeté "Tout le monde veut aider!" Le Liban est en plein naufrage économique, après avoir fait défaut sur sa dette, et ses dirigeants ont été incapables de s'entendre sur un plan de sauvetage avec le Fonds monétaire international (FMI). À Beyrouth, le président du Conseil européen, Charles Michel, a assuré aux Libanais qu'ils n'étaient "pas seuls". L'Union européenne (UE) a déjà débloqué 33 millions d'euros pour le Liban.

Le chef de la Ligue arabe, Ahmad Aboul Gheit, le vice-président turc, Fuat Oktay, et le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, se sont également rendus à Beyrouth.

Alors que les responsables étrangers se succèdent et que l'aide internationale afflue, les dirigeants honnis du Liban tentent de profiter de la situation, estime l'analyste Nasser Yassin, de l'Institut Issam Fares.

LE COVID-19 OU LE VIRUS CHINOIS MORTEL STFS?

Un professeur russe explique lequel est le plus dangereux

Depuis le début de l'année, au moins 60 personnes ont été infectées et sept ont été tuées en Chine par le STFS.

Bien que la communauté scientifique n'ait pas encore une image complète du virus, le professeur Vladislav Mitrokhine dans un entretien avec URA.RU a estimé qu'il est pourtant moins dangereux que la combinaison du Covid-19 et de la grippe.

Le virus STFS détecté en Chine est moins dangereux que le mélange du coronavirus et de la grippe, a déclaré dans une interview à URA.RU Vladislav Mitrokhine, professeur à la faculté de médecine de l'Université d'État de Novossibirsk.



cine de l'Université d'État de Novossibirsk.

"Pour l'instant, on en sait peu sur ce nouveau virus, seulement qu'il est caractérisé, contrairement au coronavirus, par une manifestation gastro-intestinale. Mais ce qui est le plus dangereux, c'est la combinaison du coronavirus et de la grippe, si on en est infecté simultanément", estime le professeur.

Comme l'a indiqué M.Mitrokhine, la communauté scientifique n'a pas encore une image complète pour comprendre s'il faut s'inquiéter.

"Il semble que ce soit quelque chose de local et que cela ne se propagera pas comme le coronavirus", a conclu l'expert.

SYNDROME DE FIÈVRE SÉVÈRE AVEC THROMBOCYTOPÉNIE

Un virus mortel est réapparu en Chine, infectant au moins 60 personnes et en tuant sept depuis le début de l'année en cours. Le STFS n'est pas un virus inconnu des scientifiques. Sa découverte remonte en effet à 2009, et la Chine a réussi à isoler son agent pathogène en 2011.

Si l'infection se contracte par une piqûre de tique, certains spécialistes mettent en garde contre une possible propagation d'individu à individu. Ainsi Sheng Jifang, médecin de l'université du Zhejiang, a déclaré au Global Times que la possibilité d'une

transmission interhumaine ne pouvait être exclue. Il précise que l'infection pourrait alors se faire par voie respiratoire, ou bien par le sang et les blessures.

Le taux de mortalité du virus s'élève de 1 à 5% et les personnes âgées sont les plus exposées. Les premiers symptômes sont de la fatigue, de la fièvre et de possibles éruptions cutanées, affirme encore Sheng Jifang.

Les formes graves de la maladie peuvent influencer sur le taux de globules blancs, de plaquettes sanguines et causer des dysfonctionnements multi-organiques. Il n'existe aucun vaccin ou médicament connu pouvant cibler le virus, précise le scientifique.

PRODUCTION DES DÉSINFECTANTS : Les gels désinfectants sont-ils tous sans danger ?

Conseillé par l'OMS durant la crise sanitaire, l'usage du gel hydroalcoolique n'est pourtant pas sans danger. Au Canada, plusieurs marques ont retiré leurs produits de la vente. Les spécialistes enjoignent de se fier aux marques reconnues et de privilégier un lavage à l'eau et au savon si possible.

Le ministère de la Santé canadien a fait rappeler cinquante marques de gels hydroalcooliques dont l'usage peut s'avérer nocif, rapporte Radio-Canada.

Ces produits contiennent en effet plusieurs types d'alcools qui ne sont "pas acceptables pour une utilisation dans les désinfectants pour les mains", selon les autorités.

Les deux principaux composants mis en cause sont le méthanol et l'acétate d'éthyle. Ces deux liquides peuvent provoquer des irritations cutanées, affirme à Radio-Canada Kelly Grindrod, de l'université de Waterloo. Le méthanol est aussi susceptible d'entraîner une irritation des yeux et des voies respiratoires supérieures lorsqu'il s'évapore.

La spécialiste précise que les risques sont encore plus élevés chez le personnel soignant, qui utilise du gel hydroalcoolique "bien plus de 100 fois par jour".

Les risques sont décuplés si ces substances sont ingérées. De fait, plusieurs cas d'intoxications au méthanol, après ingestion, ont déjà été enregistrés aux États-Unis par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC). Quatre décès de ce type ont été annoncés entre le 1er mai et le 30 juin.

SE FIER AUX MARQUES RECONNUES

Pour éviter d'utiliser des gels de mauvaise qualité voire nocifs, mieux vaut se tourner vers des marques reconnues, comme l'explique à Radio-Canada Colin Furness, épidémiologiste à l'université de Toronto.

En France par exemple, la mention de la norme EN14476 sur l'étiquette certifiée que le gel tue les virus.

D'autant que la différence entre l'éthanol, principal ingrédient des gels, et le méthanol plus dangereux, n'est pas aisée à déceler à l'œil nu ou à l'odorat.

Le ministère de la Santé canadien affirme pour sa part que les gels hydroalcooliques ne doivent être utilisés que lorsqu'un lavage à l'eau et au savon n'est pas envisageable.

Pourquoi les moustiques vont de plus en plus nous piquer ?

Un nombre croissant d'espèces de moustiques pourrait attaquer l'être humain, explique "The Guardian". Parmi les facteurs déterminants : l'urbanisation.

Ils sont la terreur de l'été. La menace que vous cherchez à éviter tous les jours. En France, 65 espèces de moustiques sont recensées, dont le plus célèbre, l'aedes albopictus (le moustique-tigre), fait l'objet d'une campagne de sensibilisation de l'Anses. Mais la majorité ne sont pas une menace. Une situation qui pourrait toutefois être amenée à évoluer, explique The Guardian. En effet, certains facteurs favoriseraient l'évolution des moustiques, plus prompts à chercher à se nourrir sur l'homme et pas sur les animaux.

L'étude, publiée dans CurrentBiology, s'intéresse justement au fameux moustique-tigre. Présent dans cent pays sur les cinq

continents, l'insecte originaire d'Asie du Sud-Est fait partie des espèces les plus invasives au monde. Les chercheurs ont collecté des œufs de moustique-tigre sur 27 sites d'Afrique subsaharienne. Leur analyse a permis de découvrir des variations inconnues jusque-là. Les moustiques vivant dans des zones plus densément peuplées ou dont le climat est plus sec étaient plus enclins à attaquer l'homme que les animaux.

UNE RELATION DE DÉPENDANCE

Comment expliquer cette situation ? Noah Rose, de l'université de Princeton, explique qu'il pourrait s'agir d'une sorte de relation de dépendance des moustiques à la présence humaine. "Nous pensons que les moustiques dans ces climats sont particulièrement dépendants des êtres humains et de leurs réserves d'eau pour survivre." En effet, ce

sont bien les deux critères qui sont nécessaires, selon les scientifiques. La vie urbaine seule ne suffit pas à faire évoluer les habitudes des moustiques.

De façon plus préoccupante, les scientifiques ont cherché à modéliser comment le changement climatique mais aussi l'urbanisation du continent africain pourraient modifier le comportement des moustiques. Or, si le rythme des saisons sèches ne devrait pas être foncièrement modifié dans les 30 ans à venir, la concentration urbaine serait en revanche à même de faire évoluer le comportement des moustiques et notamment l'importance des attaques. Tout sauf un détail quand on sait le rôle qu'ils jouent dans la diffusion de la dengue, de la fièvre jaune ou encore du chikungunya. "Il faut surveiller ces moustiques", avertit Noah Rose.

DÉCONFINEMENT EN FRANCE :

"L'épidémie semble différente, elle touche une population plus jeune"

Bien que l'épidémie de Covid-19 semble être "contenue" en France, la situation reste "très fragile", a estimé, dans une interview accordée au JDD, le professeur d'immunologie Jean-François Delvaux. De plus, selon lui, la maladie semble être différente, puisqu'elle touche une population plus jeune. Pour le Journal du dimanche (JDD), le professeur d'immunologie Jean-François Delvaux a évalué la situation épidémiologique du Covid-19 en France. Selon le président du

Conseil scientifique chargé d'aider le gouvernement à gérer la crise liée au nouveau coronavirus, la situation dans l'Hexagone "paraît contenue mais elle reste très fragile".

Ces propos semblent confirmer l'avis du Conseil scientifique publié plus tôt cette semaine, selon lequel la situation peut "basculer à tout moment dans un scénario moins contrôlé". "Certains indicateurs atteignent des niveaux très élevés, les clusters [cas regroupés, ndlr] sont cer-

tes bien repérés mais ils sont très nombreux. Heureusement, il n'y a aucun signal d'alarme en termes d'hospitalisations. L'épidémie semble différente, elle touche une population plus jeune", a par ailleurs ajouté le médecin.

SITUATION EN FRANCE

La barre des 1.000 contaminations par jour avait été de nouveau franchie en France fin juillet. Le 7 août, le pays a enregistré une propagation encore plus

importante du virus avec plus de 2.000 nouveaux cas en une journée, la plus forte hausse vraisemblablement depuis fin avril. Le port du masque dans certaines zones de Paris et d'Ile-de-France est devenu obligatoire à partir du lundi 10 août, selon la préfecture de police. Ainsi, le masque sera obligatoire "dans certaines zones à forte concentration de personnes dans l'agglomération parisienne".

12 DOUZE (12) CAMIONS chargés de divers produits de consommation sont arrivés à Mila, au profit des familles sinistrées impactées par les deux secousses telluriques qui ont ébranlé la wilaya vendredi dernier, a indiqué dimanche le directeur local de l'action sociale et de la solidarité, Zineddine Kenzi.

MÉMORANDUM

A la mémoire du discours indélébile de Messali Hadj, le 02 août 1936 au stade d'Alger

PAR : ABDELOUAHAB FERKHI



"Le voyage de Messali Hadj à Alger en 1936, le premier depuis qu'il était devenu le Président de l'Etoile Nord Africain à Paris a une importance historique incontestable. Le discours qu'il a prononcé au stade municipal à Alger, ouvrait, en quelque sorte, sur le sol national, une nouvelle perspective politique pour les Algériens.", a raconté Mohamed Mestoul dans un témoignage de ses mémoires où il s'est arrêté sur cette date cruciale du 02 août 1936 où se tenait au stade du Ruisseau (aujourd'hui Belouizdad) un grand meeting populaire organisé sous l'égide du Congrès musulman dont les représentants devaient informer l'opinion du contenu de leurs discussions à Paris où il était question du fameux plan Blum/Violette rattachant l'Algérie à la France, en échange de quelques réformes. L'auteur a relaté Messali Hadj et sa rencontre

avec Benbadis, ainsi que l'ambiance qui a suivi ce discours historique de ce militant nationaliste qui a dit : " Cette terre n'est pas à vendre.", alors qu'il n'était pas invité par les organisateurs de cette rencontre, sachant qu'il était en porte à faux avec leur démarche politique, mais il s'est invité lui-même, à la grande surprise des organisateurs pris de court et qui n'avaient d'autres choix que de l'inviter à la tribune. Prenant la parole, avec son verbe enflammé, le chef du PPA renverse la table et surtout retourne la foule des 20.000 personnes présentes ce jour au meeting en prononçant sa fameuse profession de foi " cette terre n'est pas à vendre, ni à hypothé-

quer, elle a ses propriétaires et l'Etoile nord africaine est là pour la défendre et la libérer du joug colonial".

Messali Hadj réclama la création d'un État algérien et d'un parlement algérien et élu au suffrage universel sans distinction ni de race ni de religion et pour l'indépendance totale de l'Algérie. Le discours de Messali Hadj souleva un enthousiasme délirant et des applaudissements et il fût prit sur les épaules des Algériens qui ont défilé tout le long du stade EL-ANNASER. Par cette position face au colonialisme Messali Hadj vient de sauver l'honneur du peuple algérien et comme l'avait déclaré avec force. Cette date du 02/08/1936 fut la première pierre de la Glorieuse révolution de libération nationale, en témoigne les déclarations du défunt président Mohamed Boudiaf en réponse à une journaliste algérienne voulant savoir quelle révolution du monde : la révolution russe, française était l'exemple de notre révolution, il lui a répondu clairement que la Glorieuse révolution de libération nationale n'a pas été copiée ni sur la révolu-

tion russe, ni sur la révolution française ni autre, la révolution algérienne est née le 2 août 1936 au stade EL Annasser autour de Messali Hadj ". Messali Hadj, partisan d'une rupture radicale avec le système colonial, il a passé 25 années en prison, 26 ans d'exil dont 12 années après l'indépendance à laquelle l'Homme a contribué. Malheureusement, sa mémoire et son héritage, déformés par l'histoire officielle restent encore aujourd'hui méconnus de la jeu-

nesse algérienne et des générations à venir. Espérons bien que cet homme aura sa part de respect et de vénération qu'il mérite bien à l'ère de l'Algérie nouvelle. Il est temps de rendre à César ce qui lui appartient. Il faut lui rendre justice en introduisant sa vraie histoire de militantisme pour l'indépendance de cette terre, dans les manuels scolaires destinés à l'instruction de notre progéniture.

A. F.

PRÉSIDENTE :

Le Président Tebboune reçoit le ministre espagnol de l'Intérieur

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi à Alger le ministre de l'Intérieur du Royaume d'Espagne, Fernando Grande-Marlaska Gomez, qui effectue une visite officielle d'un jour en Algérie, à la tête d'une importante délégation. L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République en présence du Directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Baghdad Daidj, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud.



R.N.

JUSTICE :

3 ans de prison à l'encontre de Drareni, Belarbi et Hamitouche écopent de 2 ans de prison dont 4 mois fermes

Le journaliste Khaled Drareni a été condamné hier par le Tribunal de Sidi M'hamed d'Alger à trois (3) ans de prison ferme tandis que les activistes Samir Belarbi et Slimane Hamitouche ont écopé de 2 ans d'emprisonnement dont 4 mois fermes pour "atteinte à l'unité nationale" et "incitation à un rassemblement non armé". Le journaliste Khaled Drareni a été condamné lundi par le Tribunal de Sidi M'hamed d'Alger à trois (3) ans de prison ferme tandis que les activistes Samir Belarbi et Slimane Hamitouche ont écopé de 2 ans d'emprisonnement dont 4 mois fermes pour "atteinte à l'unité nationale" et "incitation à un rassemblement non armé". Le premier cité a été également condamné à verser une amende de 50 000 DA. Le Procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed avait requis, le 3 août dernier, une peine de quatre (4) années de prison ferme à l'encontre des trois accusés. Il avait également requis une amende de 100.000 DA à l'encontre de chacun des trois accusés avec une déchéance des droits civiques pour une durée de 4 ans. Le procès s'est déroulé par visioconférence. Le journaliste Drareni était sous mandat de dépôt à la prison de Koléa (wilaya de Tipasa) tandis que les autres accusés, en l'occurrence Samir Belarbi et Hamitouche, étaient sous contrôle judiciaire.

M. W.

MUSTAPHA KHIATI, PRÉSIDENT DU FOREM :

" La Société civile attend que soient instituées les conditions propres à l'émergence d'associations dynamiques

En Algérie il existait à un moment, quelque 80.000 associations, censées notamment se poser comme représentantes de la Société civile auprès des pouvoirs publics. Mais faute d'avoir été aidées ou parce que leurs actions ont été dévoyées, combien parmi elles sont-elles, à ce jour, restées en activité.

Pour le président de la FOREM, Mustapha Khiati, qui s'exprimait, lundi, à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, au cours des 20 dernières années, marquées, dit-il, par un manque criant de transparence, "on a fabriqué" des

associations hybrides "dévoreuses de budget, mais absentes sur le terrain".

Pour celui-ci, il y a une urgente nécessité à revoir le système, afin que ces dernières, "partenaires à part entière du développement", puissent pleinement jouer leur rôle d'interface entre les citoyens et les autorités en charge du devenir du pays. A ce sujet, il relève comme "pas normal" qu'il puisse être organisé une rencontre entre le gouvernement et les walis, sans que n'y soient représentés des membres de la Société civile, ceux d'associations en particulier.

Mettant en avant le rôle joué par

certaines parmi elles en cette période délicate où l'Algérie est affectée par la pandémie du coronavirus, M. Mustapha Khiati rappelle l'aide précieuse que des associations encore actives ont apportée aux personnels de santé, en leur procurant des repas chauds et autres équipements de protection sanitaire. Il tient, en outre, à rappeler qu'il existe des associations qui n'ont jamais bénéficié de subsides, mais qui, malgré tout, continuent, à ce jour, à mener des actions caritatives en faveur des plus démunis parmi les Algériens.

A. F.

Post scriptum

Par B. Chellali

Lors du Conseil des ministres qui s'est réuni dimanche, le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune est revenu sur les incidents et dysfonctionnements graves qui sont survenus ces dernières semaines et qui ont pris la forme d'incendies de forêts, de rupture en électricité et en eau potable et d'indisponibilité brutale de liquidités au niveau des centres postaux. A ce sujet, le chef de l'Etat, a enjoint le gouvernement à l'effet de mener à leur terme les enquêtes diligentées, de porter à la connaissance de la population ses résultats, preuves à l'appui, et de veiller à la sanction de leurs auteurs avec la plus grande fermeté. Le président de la République a tenu, à cette occasion, à porter à la connaissance des ministres que

Réédition de la stratégie subversive des années 90

des arrestations viennent d'être opérées en ce qui concerne des actes de destruction de poteaux électriques dans la wilaya de Bouira, ainsi que celle d'un pyromane qui a avoué avoir mis le feu volontairement à la forêt de Aït Laaziz dans la même wilaya.

L'insistance du président Tebboune quant à l'accélération de ces enquêtes revêt un caractère d'urgence tant ces événements ont perturbé en quelque sorte les fêtes de l'Aïd El Adha tout en portant un grave préjudice à l'économie nationale et au quotidien social de la population.

Les événements provoqués à la veille et pendant les fêtes de l'Aïd El Adha pour saboter l'économie nationale et à qui s'ajoute une vaste campagne de désinformation massive et de propagande de fake-news montrent aujourd'hui qu'il s'agit

bien de la réédition de la stratégie subversive utilisée par l'ex-FIS dans les années 90 pour émouvoir la population, diaboliser le programme présidentiel. Face à ces manœuvres, le peuple algérien continue de faire preuve de sa dignité et de son attitude, que ses ennemis veulent soumettre, qu'ils veulent diviser et démembrer, qu'ils veulent étouffer pour que sa volonté de changement ne puisse être plus que jamais souveraine.

Ce même peuple qu'on a tenté de faire " bouger " contre l'Etat à la veille de l'Aïd El Adha, s'est rendu compte de l'énormité de la gravité de ces manœuvres de déstabilisation de l'Algérie et dont les auteurs-acteurs n'ont fait que se tromper en persistant dans leur erreur. De plus, par leurs agitations ils n'ont fait que renforcer la cohésion nationale et la vigilance autour

de l'intérêt suprême de la nation. Mais selon la détermination du chef de l'Etat à ce que toute la lumière soit faite sur ces actes de sabotage leurs auteurs doivent se préparer à ce qui les attend au nom de la Loi.

Ce qui est en train de se tramer depuis quelques semaines est fait de divisionnisme, le recours aux mensonges les plus sophistiqués pour orchestrer l'intoxication chez les âmes les plus naïves le doute et une peur superstitieuse des changements politiques, économiques et sociaux à venir qui ne peuvent et ne doivent effrayer que les résidus de la bande dont ils mettent en péril les intérêts et les privilèges acquis pendant deux décennies de suite.

B. C.